



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	243 960 060 829 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Average EUR/RUB exchange rate - 68,9

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[9 280]

Commentaires Average EUR/RUB exchange rate - 68,9

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[7 411]

 NA

Commentaires Average EUR/RUB exchange rate - 68,9

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[79,4605]

Autorisation de décimales : 5

 NAP

Commentaires The exchange rate is presented as of 1 January 2018. The exchange rate as of 1 January 2019 was 79.4605 Rubles.

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : Official web-site of the Central Bank of the Russian Federation.

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à

la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	3 128 418 130 [] NA [] NAP	3 019 237 207 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	1 626 569 803 [] NA [] NAP	1 626 515 428 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	39 101 210 [] NA [] NAP	37 261 595 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	5 743 231 [] NA [] NAP	5 527 131 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	144 293 705 [] NA [] NAP	58 502 486 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	2 965 235 [] NA [] NAP	2 902 985 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	1 309 744 946 [] NA [] NAP	1 288 527 582 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : 2. The data for 2016 could be wrong, because according to the Ministry of Finance, in 2016, for example, 2 476 456 900 rubles were allocated for computerization, which amounts to 33 438 521.5 euros (exchange rate - 1 euro = 74.06 rubles). In this case, the federal budget for this item has increased.

4. It is difficult to indicate from the budget items the amounts allocated to court buildings.

7. These amounts include social guarantees of judges, life support after the retirement, transport costs of judges, payment of holidays and other.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
---	---------------------	---------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : Article 333.36 of the Tax Code of the Russian Federation sets the benefits when applying to the Supreme court of the Russian Federation, courts of general jurisdiction, justices of the peace.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The amount of court fee depends on the nature of the claim (real action or non-property claim) and its value. The value of the claim is determined by the plaintiff himself. The Supreme Court of the Russian Federation, courts of general jurisdiction, justices of the peace, according to the property status of the payer, may exempt him from a court fee, or reduce the amount of the fee, or postpone the payment (Articles 333.19, 333.20 of the Tax Code of the Russian Federation).

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[76]
[] NA
[] NAP

Commentaires 3000 EUR - 206700 RUB (average EUR/RUB exchange rate - 68,9). According to Article 333.19 of the Tax Code of the Russian Federation, with a claim price from 200 001 rubles to 1000000 rubles, the amount of the state fee will amount to 5200 rubles plus 1 percent of the amount exceeding 200,000 rubles.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[497 281 829]
[] NA
[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	88 675 538 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Differentiation of expenses depending on the type of court cases is not carried out by the Ministry of Finance of the Russian Federation.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	88 231 584 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Differentiation of expenses depending on the type of court cases is not carried out by the Ministry of Finance of the Russian Federation.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	1 151 652 424 [] NA [] NAP	1 148 064 345 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	34 107 [] NA [] NAP	33 113 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser : The preparation of the total court budget is carried out by the Government of the Russian Federation, the Ministry of Finance of the Russian Federation, the Supreme Court the Judicial Department. The Judicial Department develops and submits to the Government proposals on financing of federal courts, magistrates and bodies of the judicial community approved by the Council of Judges of the Russian Federation. The total court budget is approved by the adoption of a federal law on a federal budget by the Parliament (the State Duma). Allocation of the budget among the courts is carried out by the Judicial Department. The evaluation of the use of the budget is conducted by the Russian Audit Chamber.

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Directeur administratif du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Greffier en chef	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Autre	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : The preparation of budgetary justifications is within the competence of the Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation and the departments of the Judicial Department in the regions.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : The Supreme Court of the Russian Federation, the Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation, the Department of Legal Aid and Cooperation with the Judiciary of the Ministry of Justice of the Russian Federation

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	23 303 087 180 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère public (voir question 13 ou 7)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Service de probation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Conseil supérieur de la magistrature	(X)	()	()
Cour constitutionnelle	(X)	()	()
Service de gestion du système judiciaire	(X)	()	()
Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()
Service de l'exécution	(X)	()	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	(X)	()	()
Protection judiciaire de la jeunesse	()	(X)	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	(X)	()	()
Service d'immigration	(X)	()	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	(X)	()	()
Autres	()	(X)	()

Si « autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Ministry of Finance of the Russian Federation, The prosecutor General's Office of the Russian Federation

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
---	--	--

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- In accordance with Article 16 of the Code of Criminal Procedure of the Russian Federation, in certain cases, the suspect and the accused may use the assistance of a defense counsel free of charge.

According to Article 51 of the Code, the participation of an advocate in criminal proceedings is mandatory if:

- the suspect, the accused did not refuse a lawyer;
- the suspect, the accused is a minor;
- a suspect accused of physical or mental defects cannot independently exercise his right to defense;
- the suspect, the accused does not speak the language in which the criminal proceedings are being conducted;
- the person is charged with a crime for which a sentence of imprisonment for a term of more than fifteen years, life imprisonment or the death penalty may be imposed;
- the criminal case is subject to trial by jury;
- the suspect filed a motion for a criminal investigation of the inquiry in an abridged form;
- in other cases provided for by the Code of Criminal Procedure.

According to Article 50 of the Civil Procedure Code of the Russian Federation, the court appoints a lawyer as a representative in the absence of a representative from the defendant, whose place of residence is unknown, as well as in other cases provided for by federal law.

According to Article 54 of the Administrative Procedure Code of the Russian Federation, if the administrative defendant, whose place of residence is unknown, or the administrative defendant, in respect of whom the issue of hospitalization in a medical organization providing psychiatric care in hospital, involuntarily or psychiatric voluntary examination, there is no representative, as well as in other cases provided for by federal law, the court shall appoint a lawyer as a representative. In other cases, a person may choose any advocate or lawyer to provide him the legal aid.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : According to Articles 333.20, 333.22 of the Tax Code of the Russian Federation with regard to the financial situation of litigants a judge may reduce the amount to be paid or postpone the payment.

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux

questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to Article 132 (6) of the Criminal Procedure Code of the Russian Federation the procedural outlays shall be recompensed from the funds of the federal budget in case of the material insolvency of the person, from whom they should have been exacted. The court shall have the right to relieve the convict, fully or in part, of the payment for procedural outlays, if this may have an essential impact on the material position of the persons who are the convict's dependents. According to Article 96 of the Civil Procedure Code of the Russian Federation the sums of money to be paid to witnesses, experts and specialists, or other expenditures involved in the consideration of the case which the court has recognized as necessary shall be entered in advance onto an account of the relevant court by the party which has filed the corresponding request. If the said request is filed by both parties, the required sums shall be entered by the parties in equal parts. The court, as well as the magistrate, may relieve a citizen from the payment of the abovementioned outlays or to reduce their amount taking into account his property status. In this case the outlays shall be compensated at the expense of the funds from the corresponding budget.

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non [] NAP
Victimes	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

() le tribunal

() une instance extérieure au tribunal

(X) une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires That could be courts or the bodies conducting inquiry or investigation.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : The Federal Law on the Free Legal Aid in the Russian Federation, the Criminal Code of the Russian Federation

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) pravo.gov.ru
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) vsrf.ru
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) sudrf.ru, arbitr.ru, msudrf.ru

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- (X) Oui, toujours

() Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser : The reasonable term of court procedure is set by the procedural law of the Russian Federation (Article 6.1 of the Commercial Procedure Code, Article 10 of the Code of Administrative Court Procedure, Article 6.1 of the Criminal Procedure Code, Article 6.1 of the Civil Procedure Code of the Russian Federation). A Judge informs litigants and other parties to a case about time and place of proceeding.

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : A certain amount of reference materials, including on issues of protecting victims of crime, is available on the official website of the General Prosecutor's Office of the Russian Federation (www.genproc.gov.ru) in the sections "Legal Education" and "Documents".

Clarifications of legislation, reviews of judicial practice, decisions of the highest judicial instances of Russia are published on their websites. In addition, the Judicial Department of the Supreme Court of the Russian Federation (www.cdep.ru) publishes freely available statistical information on the activities of the courts.

The State Automated System of the Russian Federation "Justice" (www.sudrf.ru) allows you to find general information about any court (contacts, information on the composition, powers, amount of state fees, etc.), information on the consideration of the case, court decisions on those interested search criteria.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes du terrorisme	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes de violence domestique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personnes handicapées	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Délinquants mineurs	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : According to the requirements of the Criminal Procedure Code of the Russian Federation, in the course of the trial, the judge is obliged to explain to the victim his rights. If there is sufficient evidence that the victim, witness or other participants in the criminal proceedings, as well as their

close relatives, relatives or close persons, are threatened with murder, violence, destruction or damage to their property or other dangerous illegal acts, the authorized bodies have to take safety measures against these persons within their competence. These measures include both special procedures during the investigation and participation in the hearing, as well as physical protection measures (“Other special conditions”).

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l’aide judiciaire, d’un avocat, etc.) : Minors can participate in a criminal trial as a victim, a suspect (accused, in exceptional circumstances, as a civil defendant), a witness. A minor can litigate discretionary as one of the parties (as a civil plaintiff, civil defendant or applicant), or be represented by guardian or act as a witness or a third party.

032. Votre pays dispose-t-il d’une procédure d’indemnisation des victimes d’infractions ?

Oui, veuillez préciser pour quels types d’infractions :

Non

Commentaires

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d’indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires According to Article 42 of the Criminal Procedure Code to the victim shall be guaranteed the compensation for the property damage, inflicted by the crime (such compensation is recovered from the offenders), as well as for the outlays he has had to make in connection with his participation in the process of the preliminary investigation and of the trial, including the outlays on the representative (can be recovered either from the offenders or from the federal budget).

On the victim's claim for the recompense of the moral damage, inflicted upon him, in the monetary expression, the amount of the recompense shall be determined by the court in the course of the court proceedings on the criminal case, or by way of the civil court proceedings.

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

d’un dispositif avec des fonds publics

des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

d’un dispositif avec des fonds privés

Commentaires The victim is provided with compensation for property damage caused by the crime, as well as expenses incurred in connection with his participation during the preliminary investigation and in court, including attorney fees.

On the victim's claim for non-pecuniary damages the amount of compensation is determined by the court through the criminal trial or litigation.

The state makes compensatory payment to individuals and legal entities suffered from terrorist act.

034. Existe-t-il des études permettant d’évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In accordance with the Law on the Prosecutor's Office, the prosecutor has the right to apply to the court with a statement or intervene at any stage of the process, if this is required by the protection of the rights of citizens and the interests of society or the state protected by law.

The Prosecutor General of the Russian Federation has the right to apply to the Constitutional Court of the Russian Federation on the issue of violation of constitutional rights and freedoms of citizens by law applied or to be applied in a particular case.

In accordance with the Criminal Procedure Code of the Russian Federation, a prosecutor may bring a civil lawsuit in defense of the interests of minors, persons recognized as legally incompetent or of limited legal capacity in accordance with the procedure established by civil procedural legislation, persons who for other reasons cannot protect their rights and legitimate interests themselves.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

- Oui
 Non
 NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : If in the course of the judicial proceedings the public prosecutor arrives at the conclusion that the submitted proof does not confirm the charge brought against the defendant, he shall renounce the charge and explain to the court the motives of the renunciation. The full or a partial renunciation of the accusation on the part of the public prosecutor in the course of the judicial proceedings shall entail the termination of the criminal case or of the criminal prosecution fully or in the corresponding part thereof (Article 246 of the Criminal Procedure Code).

If in the course of the judicial proceedings the public prosecutor arrives at the conclusion that the submitted proof does not confirm the charge brought against the defendant, he shall renounce the charge and explain to the court the motives of the renunciation. The full or a partial renunciation of the accusation on the part of the public prosecutor in the course of the judicial proceedings shall entail the termination of the criminal case or of the criminal prosecution fully or in the corresponding part thereof (Article 246 of the Criminal Procedure Code).

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : Chapter 18 of the Criminal Procedure Code provides the rehabilitation of persons who have suffered the criminal prosecution. The right to rehabilitation includes the right to compensation for property damage, non-pecuniary damage, restoration of labor, pension, housing and other rights. Any person who has been unlawfully subjected to coercive measures in a criminal case has the right to redress. The amount of compensation is determined by the court in each case, depending on the circumstances of the case.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
5. Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : According to the Supreme Court, these procedures are effective because they eliminate the causes of violations and apply measures of influence.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux



042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	2 370 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	10 155 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Line 42.1 indicates the strength of the following federal courts of general jurisdiction: supreme courts of the republics, regional courts, courts of cities of federal significance, the court of the autonomous region - 85; district (naval) military courts - 12; district (city, inter-district) courts - 2166; garrison military courts - 107. Line 42.3 indicates the number of courts, taking into account: federal courts of general jurisdiction (including 9 cassation courts of general jurisdiction, 1 cassation military court, 5 courts of appeal, 1 military court of appeal), federal arbitration courts (with the exception of the Intellectual Property Court, which indicated in line 42.2) and the justices of the peace. By the end of the reporting year, the number of arbitration courts (legal entities / administrative structures) was 115 courts: arbitration courts of districts - 10; arbitration courts of appeal - 21; arbitration courts - 83; The Intellectual Property Court (1). The justices of the peace - 7654.

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

Nombre de tribunaux

Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	1 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	[] NA [X] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : The Intellectual Property Court of the Russian Federation is a specialized arbitration court, which within its competence considers cases related to the protection of intellectual property, both the trial court and the cassation court.

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser : In the Russian Federation the optimization of the district court system continues, which is carried out through the enlargement of judicial regions and the creation of inter-district courts by reducing the number of small district courts and transferring their cases to larger courts. In 2018 the number of district courts decreased by 1 unit.

In accordance with the Federal Constitutional Law “On Amending the Federal Constitutional Law“ On the Judicial System of the Russian Federation ”and certain federal constitutional laws in connection with the creation of cassation courts of general jurisdiction and courts of appeal of general jurisdiction” in the Russian Federation within the territories of the respective court of cassation and appeal districts created cassation courts of general jurisdiction, courts of appeal of general jurisdiction, cassation military court, appeals th military court.

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	7 654 [] NA [] NAP
le licenciement	2 273 [] NA [] NAP
le vol avec violence	2 273 [] NA [] NAP
faillite	83 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : NAP

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[726]

Commentaires 50000 rubles. This is the maximum amount of a claim in a case that a justice of the peace can consider.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : The Supreme Court of the Russian Federation Judicial Department.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun

et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	22 113 [] NA [] NAP	8 734 [] NA [] NAP	13 379 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	22 113 [] NA [] NAP	8 734 [] NA [] NAP	13 379 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	2 035 [] NA [] NAP	1 326 [] NA [] NAP	709 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

Non

NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires familiales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de droit du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de droit social	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires commerciales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de faillite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
autre affaires civiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires Article 19 of the Arbitration Procedure Code of the Russian Federation provides for the possibility of considering cases in arbitration courts by arbitration assessors. However, in practice this institution is not applied.

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

9 228]

NA

NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	95 937 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	48 511 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	26 509 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	20 917 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres personnels non juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : According to the Judicial Department, it is impossible to single out data on the number of court employees by instance and by gender.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires According to the Judicial Department, it is impossible to single out data on the number of court employees by instance and by gender.

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : In Russia there are commissions for the affairs of minors and the protection of their rights, which are collegial bodies of the system for the prevention of child neglect and juvenile delinquency. They are created by the highest executive bodies of state power of the constituent entities of the Russian Federation in order to coordinate the activities of bodies and institutions of the prevention system to prevent the neglect, homelessness, offenses and antisocial actions of minors, to protect the rights and legitimate interests of minors and to prevent cases of involving minors in the commission of crimes, other unlawful and (or) antisocial actions, as well as cases of their tendency to suicidal action.

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :comments

Commentaires Maintenance of courts

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : The Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation, the Supreme Court of the Russian Federation

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	34 495 [] NA [] NAP	18 440 [] NA [] NAP	16 055 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : 1173 prosecutors work in the General Prosecutor's Office of the Russian Federation, 612 of them are men, 561 are women, and 9402 prosecutors are equal to specialized prosecutor's offices equated to specialized prosecutor's offices, 4838 of them are men, 4564 are women.

In the prosecutor's offices of cities, districts, other territorial and specialized prosecutor's offices equated with them, the prosecutor's office of the Baikonur complex are 23920 prosecutor's employees, of whom 12990 are men and 10930 are women.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	2 965 [] NA [] NAP	2 535 [] NA [] NAP	160 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : There are 2695 posts of heads of prosecutor's offices of which 2535 are men and 160 are women.

The Prosecutor General of the Russian Federation Yuri Chaika heads the Prosecutor General's Office of the Russian Federation. The subordinate prosecutor's offices of the constituent entities of the Russian Federation, equivalent to them specialized prosecutor's offices are led by 89 men and 2 women (91 people in total).

2603 prosecutors of cities, districts, equivalent to them prosecutors of other territorial and specialized prosecutor's offices, 2445 of them are men, 158 women - they manage prosecutors of cities, districts, other territorial and specialized prosecutor's offices equated to them, the prosecutor's office of the Baikonur complex.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31

décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	12 933 [] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : The Prosecutor General's Office of the Russian Federation.

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Article 19 of the Constitution of the Russian Federation establishes a state guarantee of equality of human and civil rights and freedoms, regardless of gender, race, nationality, language, origin, property and official position, place of residence, religion, beliefs, membership in public associations, or other circumstances . Any form of restricting the rights of citizens on the grounds of social, racial, national, linguistic or religious affiliation is prohibited. Equal rights, freedoms and opportunities for their realization are granted to men and women.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

Oui, veuillez préciser	Non

des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	()	(X)
les procureurs	()	(X)
le personnel non-juge	()	(X)
les avocats	()	(X)
les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le

systeme de justice concernant :

	Oui, veuillez preciser	Non
le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)
le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez preciser. Si la situation a change depuis l'annee de reference, merci de le preciser en commentaires

061-6-1. Veuillez preciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez preciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. independante, rattachee au ministere de la justice, a un Conseil superieur de la magistrature ou equivalent ou a un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez preciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou decisions ont des consequences juridiques :

(par ex. bloquer une decision, ouvrir un droit a recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministere public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministere public une personne (par

ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. NAP

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) :

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

NAP

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	(X) www.cdep.ru	()

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . The statistics are published by the Judicial Department of the Supreme Court of the Russian Federation

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire



062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) In accordance with the Federal Law "On the Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation", the Judicial Department organizes the development, implementation and maintenance of software and hardware necessary for conducting legal proceedings and record keeping, as well as information and legal support for judicial activities; forms a unified information space of federal courts and justices of peace, supports the functioning and development of the State Automated System of the Russian Federation "Justice", provides access to information on the activities of the courts within its powers.

In addition, the Judicial Department forms the state task for the Information and Analytical Support Center "Justice" in order to exercise the powers of the Judicial Department.

The main objectives of the institution are to ensure the maintenance of software and hardware of the state automated system of the Russian Federation "Justice", support for users of this automated system, storage and automated processing of court information (including electronic files of court cases), as well as the integration of information resources and judicial statistics.

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
-------------------------------	--------------------------

Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	(X) Oui () Non	(X) Oui () No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	() Oui (X) No
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	() Oui (X) Non	() Oui (X) No

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

() Oui

(X) Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- [] les processus opérationnels
- [] la charge de travail
- [] les ressources humaines
- [] les coûts
- [] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) In accordance with article 16 of the Federal Law on "Information, Information Technologies and Information Protection", state regulation in the field of information protection is carried out by establishing requirements for information protection, as well as liability for violation of the legislation of the Russian Federation on information, information technologies and information protection.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) Relations associated with the processing of personal data are regulated by the Federal Law "On Personal Data".

Article 6 of the Federal Law establishes that one of the conditions for processing personal data is to ensure the security of personal data during its processing, as well as an indication of the requirements for the protection of processed personal data in accordance with article 19 of this Federal Law. It provides that the operator in the processing of personal data is obliged to take the necessary legal, organizational and technical measures or to ensure their adoption to protect personal data from unlawful or accidental access to them, destruction, modification, blocking, copying, provision, distribution of personal data, as well as from other illegal actions in relation to personal data. Relations associated with providing users with access to information about the activities of courts are regulated by the provisions of the Federal Law "On Ensuring Access to Information about the Activities of Courts in the Russian Federation".

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision



062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Administrative	(X) Oui	(X) Oui	(X) Oui	() Oui	(X) Oui	() Oui	() Oui
	pour tous les jugements	pour tous les jugements	pour tous les jugements	(X) Non	() Non	(X) Non	(X) Non
	() Oui	() Oui	() Oui				
	pour certains jugements	pour certains jugements	pour certains jugements				
	() Non	() Non	() Non				

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

(X) Oui

() Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires**063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)**

- Oui
- Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) [] NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible [] NA [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NA [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NA [] NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) [] NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible [] NA [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NA [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NA [] NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté [] NA [] NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> accessible aux parties <input type="checkbox"/> publication de la décision en ligne <input checked="" type="checkbox"/> les deux <input type="checkbox"/> non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	---	--	--	--

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Registre relatif aux entreprises	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100%	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Oui
	<input type="checkbox"/> 50-99%	<input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> 10-49%		
	<input type="checkbox"/> 1-9%		
	<input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP)		
	<input type="checkbox"/> NA		

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser The Civil Procedure Code of the Russian Federation, the Criminal Procedure Code of the Russian Federation, the Arbitration Procedure Code of the Russian Federation and the Administrative Procedure Code of the Russian Federation provide the right of participants in legal proceedings to file lawsuits, petitions, complaints and other procedural documents in electronic form, as well as receive copies of judicial documents acts, notices, subpoenas in electronic form.

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

- Oui
 Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	<input checked="" type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	[X]
Pénale	[X]	[X]	[X]	<input checked="" type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	<input checked="" type="checkbox"/> SMS <input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input checked="" type="checkbox"/> Autres	[X]

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

Oui

Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

Oui

Non

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
-----------------------	---	--	--	---

Commentaires Special features of electronic communication between courts and advocates are not provided. Advocates have such communication on an equal basis with other participants in the trial.

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de

faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

- () Oui
(X) Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

- (X) Oui
() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

- (X) Oui
() Non

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

3.6.2. Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- Oui
- Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :NA

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples)

possible) :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :The Judicial Department of the Supreme Court of the Russian Federation

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit extérieur
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :comments

Commentaires The Judicial Department collects statistical reports (data) coming from the constituent entities of the Russian Federation, based on which indicators are calculated:

- stability of court decisions at court levels (% of court decisions upheld by a review by higher authorities);

- average workload for a judge by the number of cases received (by court level and type of proceedings);
- time limits for the consideration of cases (by type of production).

The collected statistical indicators are transmitted to the Supreme Court of the Russian Federation, and are also posted on the resources of the Judicial Department, which are generally accessible to employees of the judicial system.

The indicated data are used by the Supreme Court, including for the purpose of monitoring the effectiveness of the courts.

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :complaint rate

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires NA

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X) As part of inspections conducted by the Supreme Court	()
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4.Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public



080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation

Non

Commentaires

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires The Judicial Department publishes on the official website (www.cdep.ru, in the "Judicial Statistics" section) summary statistical reports on the activities of the courts of the Russian Federation and criminal records in the volume of statistical reporting forms submitted to the federal state statistics body - the Federal State Statistics Service (information on the activities of each court not published).

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :The Prosecutor General's Office of the Russian Federation

Non

Commentaires

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires The court reporting system includes reports related to the administration of justice, as well as personnel, financial, and technical reporting.

Courts of general jurisdiction and federal arbitration courts draw up periodic (including annual) reports on judicial activities for all types of judicial proceedings and court cases, as well as provide databases of primary statistical records of persons in criminal proceedings to generate statistical reports on criminal records level of the subject of the Russian Federation.

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
- Intranet
- Diffusion papier

Commentaires Reports on supervisory and other activities are filled out by subordinate prosecutors and submitted to a higher prosecutor's office. The Prosecutor General's Office of the Russian Federation summarizes reports on prosecution bodies and compiles summary reports on the Russian Federation.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In accordance with the Criminal Procedure Code after the indictment is approved, the prosecutor sends the criminal case to court.

In a criminal case, the judge takes one of the following decisions:

the direction of the criminal case on jurisdiction;

on the appointment of a preliminary hearing;

on the appointment of the hearing.

Then the judge decides on the appointment of the hearing without a preliminary hearing and notifies the parties of the place, date and time.

In case of appointment of a preliminary hearing, a notice of a call of the parties to the court session should be sent at least 3 days before the day of the preliminary hearing.

The call to the court session is carried out by all available means of communication, for example, by sending faxes, calls.

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) :NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

Oui

Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The Prosecutor General's Office of the Russian Federation, the Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans

lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[0]

[] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée : 0,01%

The number of criminal cases examined in absentia charges (without the participation of the defendant), for which his lawyer also did not participate, amounted to 63 cases in 2018 (the indicator was introduced from 2018), which is less than 0.01% of the total number of criminal cases completed or 2.2% of the number of cases examined without the participation of the defendant at his request.

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): The Code of Civil Procedure of the Russian Federation and the Code of Criminal Procedure of the Russian Federation contain provisions on the necessity of observing reasonable deadlines for legal proceedings, explain in detail what circumstances are taken into account when determining reasonable deadlines, and also describe the mechanism that should be resorted to in order to expedite the consideration of the case.

The civil liability of the state for violation of reasonable terms of judicial proceedings and execution of judicial acts in respect of claims against the treasury was introduced by the Federal Law "On Compensation for Violation of the Right to Legal Procedure within a reasonable time or the right to execute a judicial act within a reasonable time". This law provides the legal basis, amount and procedure for awarding monetary compensation for violation of reasonable terms of legal proceedings and enforcement of judicial acts; establishes the circle of persons entitled to appeal to the court with requirements for awarding compensation for violation of reasonable terms; contains the procedure for filing and considering applications for the recovery of a compensation monetary amount; fixes the criteria for determining its size, signs of unreasonable time for consideration of court cases and enforcement of court decisions; indicates factors affecting the amount of compensation for violation of reasonable terms; fixes the features of the execution of the court decision on the award of compensation.

In order to raise awareness of the legal position of the ECHR, translations of all its decisions, which, inter alia, establish a violation of Article 6 of the Convention, are sent to the competent authorities to eliminate and prevent similar violations in the future and to take into account practical activities. In turn, the positions of the European Court are communicated by these authorities to their territorial divisions

and subordinate bodies.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires Procedural codes provide the basis for the review of court decisions and acts that have entered into legal force, as well as the resumption of criminal proceedings on new or newly discovered circumstances. These circumstances also include new circumstances in which the European Court of Human Rights found a violation of the provisions of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms when the court considers a specific case, in connection with the adoption of a decision on which the applicant appealed to the European Court of Human Rights.

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

Sources : The Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation, the Office of the Representative of the Russian Federation at the European Court of Human Rights

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : When considering civil cases on the application of parties to a case court of general jurisdiction can adopt the measures for security of a claim, commercial court can adopt urgent provisional measures aimed at security of a claim or property interest of a plaintiff, for example imposition of arrest on property owned by a defendant, injunction for a defendant to commit certain acts.

As far as criminal cases are concerned for providing enforcement of court decision in terms of civil action, recovery of penalty, other types of vindication or probable asset seizure a court on the application of an investigator or inquiry officer can impose arrest on property of suspect, accused or persons born pecuniary responsibility.

There are also provisional measures in the frameworks of the administrative procedure, for example temporary prohibition of activities.

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Civil Procedure Code, the Commercial Procedure Code, the Administrative Procedure Code provide simplified procedure by issuing a writ - a judicial act passed by judge solely on the basis of application on requirement to

collect mandatory payments and sanctions, notarially certified transaction, transaction in simple written form or requirement follows from default in performance of obligations and based on the documents submitted by the plaitiff established pecuniary obligations accepted but failed by an obligor.

An action of debt or detinue the price of a claim for which does not exceed one hundred rubles must be handled under the simplified procedure by the court (Article 232.2 of the Civil Procedure Code). Commercial courts handle under the simplified procedure actions of debt if the price of a claim does not exceed five hundred thousand rubles for legal entities and two hundred and fifty thousand rubles for self-employed sole traders (Article 227 of the Commercial Procedure Code).

The Criminal Procedure Code provides the possibility of implementation of the special order of adjudication without judicial proceedings when a charge brought against accused is approved by him for the crimes penalty for which does not exceed 10 years of imprisonment.

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 190 813 [] NA [] NAP	35 111 309 [] NA [] NAP	35 060 100 [] NA [] NAP	1 242 022 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	824 367 [] NA [] NAP	6 084 585 [] NA [] NAP	6 070 634 [] NA [] NAP	838 318 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	17 047 405 [] NA [] NAP	17 047 405 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 047 405 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	17 047 405 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	242 326 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 852 466 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 826 403 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	268 389 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	124 120 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 126 853 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 115 658 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	135 315 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires To ensure comparability and compliance with the control equality of the progress of cases, the number of combined cases is included in the number of cases considered.

Line 1 includes civil cases in courts of general jurisdiction considered in the proceedings and arbitration cases with civil relations.

It also includes separate disputes considered in cases of insolvency (bankruptcy) and the number of applications for interim measures taken in arbitration courts, the separate accounting of which is not allocated in the statistical reporting, only the result of the consideration is reflected.

Line 2 includes cases considered with a court order in courts of general jurisdiction in the manner prescribed by the Civil Procedure Code and the Administrative Procedure Code, and arbitration cases from civil and administrative legal relations considered with a court order. The movement of production in statistics is not reflected, therefore, the number of reviewed is also put in the number of received. Earlier, in the 2016 questionnaire, line 2 was formulated as "undisputed cases", it also included cases of special proceedings (on establishing legal facts, etc.). In the current questionnaire, the wording has been changed.

Line 3 includes administrative cases considered in accordance with the Code of Administrative Procedure of the Russian Federation related to administrative legal relations, with the exception of those handed down by order of order (included in line 2), as well as cases of administrative offenses considered by courts of general jurisdiction and arbitration courts in the first instance. Earlier in the above table, in 2016, line 3 in accordance with the translation included only cases of administrative offenses.

The table also includes administrative cases considered by arbitration courts, with the exception of cases of writ proceedings. Therefore, these cases are excluded from the total number of arbitration cases.

The powers of the courts to administer justice do not provide for registration functions (for example, the functions of registering land rights or registering legal entities), since these functions are the responsibility of other state bodies. The court considers applications to challenge the decisions of these bodies.

Line 4 includes information on the number of proceedings on materials in the order of execution of decisions, enforcement proceedings, other proceedings not on the merits of the claims, as well as cases of special proceedings. It also includes information on claims and claims returned in civil and administrative proceedings in courts of general jurisdiction (more than 2 million).

In the statistical reporting, an indicator is highlighted about the number of combined cases in the reporting period. These values are included in the Allowed Cases metric.

Statistical indicators on the number of cases pending for more than 2 years are available only in reports on courts of general jurisdiction; in arbitration courts, indicators on the length of time in proceedings are allocated only for bankruptcy insolvency cases with an interval of 1 to 3 years, and then indicators of 3 years and above. The table summarizes the available indicators of more than 3 years in cases of insolvency (bankruptcy) in arbitration courts and more than 2 years in courts of general jurisdiction.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Writ proceedings is a court procedure in the frameworks of which non-litigious cases are decided on the basis of documents.

According to Article 122 of the Civil Procedure Code a writ is issued in the following cases:

the claim is based on a notarized transaction;

the claim is based on a transaction made in simple written form;

the claim is based on a protest for nonpayment, nonacceptance and nondating made by a notary;

alimony claim which is not related to establishment of paternity, contesting of paternity (maternity), necessity to involve other interested persons;

recovery of the charged but not paid out wages, vacation pay, dismissal compensation and other employee benefits;

the claim is instituted by the regional agency of the federal executive power body

exercising the functions of normative legal regulation in respect of ensuring the established

procedure for the activities of courts, execution of judicial acts and acts of other bodies for

exaction of the outlays made in connection with the search for the defendant, for a debtor, or for a child taken away from the debtor in accordance with the court decision;

the claim to recover accommodation outstanding utility bills telephone services;

the claim on collection of landlord or building society co-partner obligatory payment.

According to Article 262 of the Civil Procedure the court shall investigate the following cases by way of a special procedure:

on establishing facts on juridical importance;

on the adoption (for a son or daughter);

on recognizing a citizen as missing, or on declaring a citizen as deceased;

on restricting a citizen's legal capability, or on recognizing a citizen as legally

incapable, on restricting or depriving an underaged person of fourteen to eighteen years of the right to independently dispose of his incomes;

on declaring an underaged person as fully legally capable (on emancipation);

on recognizing a movable object as ownerless and on acknowledging the right of the municipal ownership to an ownerless immovable object;

on the restoration of rights to the lost bearer securities or order securities (the summons procedure);

on the introduction of corrections and amendments into the entries of the civil status acts;

on the applications concerning the carried out notarial actions or the refusal to carry out such;

on the applications for the restoration of the lost judicial proceedings.

According to Article 229.2 of the Commercial Procedure Code a writ is issued by the commercial court in the following cases: the

claim is based on failure or improper performance of the contract on the basis of based on documents submitted by the claimant establishing monetary obligations that are recognized by the debtor, but are not executed if the price of the claimed claims does not exceed four hundred thousand rubles;

the claim is based on a protest for nonpayment, nonacceptance and nondating made by a notary and does not exceed four hundred thousand rubles;

the claim is based on the collection of mandatory payments and sanctions, if the total amount of the sum to be recovered in the application does not exceed one hundred thousand rubles.

According to Article 30 of the Commercial Procedure Code commercial courts consider in special proceedings cases on the establishment of facts, legally significant for the emergence, change and termination of rights of organisations and individuals in the sphere of entrepreneurship and other economic activities. According to Article 218 of the Commercial Procedure Code commercial courts consider cases concerning the establishment of:

the fact of possession and use by a legal entity or by an individual entrepreneur of immovable property as its own;

the fact of state registration of a legal entity or of an individual entrepreneur on a specific time and at a specific place;

the fact of belonging of a right-establishing document, acting in the sphere of entrepreneurial and other economic activities, to a legal entity or to an individual entrepreneur, if the name of the legal entity or the surname, name and patronymic of the individual entrepreneur, stated in the document, do not coincide with the name of the legal entity, stated in its constituent document, or with the surname, name and patronymic of the individual entrepreneur, stated in the entrepreneur's passport or birth certificate;

other facts, giving rise to legal consequences in the sphere of entrepreneurial and other economic activities.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Courts of general jurisdiction consider files through the procedure of the enforcement of court decisions and sentences, as well as through the procedure of judicial control such as on the enforcement and recognition of decisions of foreign courts on the territory of the Russian Federation, on bringing sentences in line with the new criminal law, on applying a measure of restraint in the form of detention.

Federal commercial courts consider through the procedure of the enforcement of court decisions such files as on the revival of an expired deadline for the presentation of the writ to the enforcement, on issuing a duplicate of the writ, etc.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance

Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Line 1 includes all criminal cases submitted to the court with an accusation or criminal cases with a motion to dismiss the case and impose a criminal law measure of judicial fine, considered by the courts in accordance with the Criminal Procedure Code of the Russian Federation. In the movement of criminal cases, indicators are detailed according to the categories of severity of crimes in accordance with article 15 of the Criminal Code (especially serious crimes, serious crimes, crimes of medium gravity, crimes of minor gravity), but the least grave category includes crimes for which the sanction does not exceed 3 years of imprisonment.

Line 2 includes cases of administrative offenses considered by courts of general jurisdiction and arbitration courts in the first instance.

Line 3 "Other cases includes considered proceedings on materials in criminal proceedings (judicial control of pre-trial criminal proceedings and in the process of execution of sentences) and cases of execution on administrative offenses for which the statistics of the progress of cases are not reflected in the statistical reporting.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	89 373 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 053 191 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 048 918 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	93 646 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	2 375 [] NA [] NAP	2 375 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The data in the table is distributed in lines as it was distributed in lines in the first instance.

Line 2 indicates the number of cases in the appeal proceedings, on which the review of the decisions on the refusal to cancel the court order was carried out, which are submitted without a court hearing.

However, appeals may be appealed against rulings made in the framework of writ proceedings. The procedural procedure for the consideration of such applications does not differ from the consideration of other appealed judicial acts on appeal.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance

Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	7 994 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	147 473 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	147 686 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 781 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	27 863 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	182 441 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	182 225 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 555 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Line 1 indicates the criminal cases that ended the proceedings in the first instance, as well as intermediate judicial acts in these cases, which could be appealed.

In line 2 - review of decisions on administrative offenses made by courts of general jurisdiction and arbitration courts of 1 instance.

In line 3 - review on appeal of judicial acts imposed in proceedings for judicial control of criminal proceedings and the enforcement of judicial acts.

The number of cases examined included complaints proceedings, on which cases were returned or left without consideration on established procedural grounds.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The table includes information on the review of cases on the review of judicial acts that have entered into force in the cassation instance, in the cassation instance in the arbitration courts of the districts, in the cassation instance of the Intellectual Property Rights Court, in the cassation instance in the Supreme Court of the Russian Federation on arbitration courts.

The indicators of the cassation (third) instance did not include indicators of review by the Supreme Court of the Russian Federation in a supervisory order.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui

() Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [0]

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	6 561 [] NA [] NAP	82 506 [] NA [] NAP	83 135 [] NA [] NAP	5 932 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	564 [] NA [] NAP	7 802 [] NA [] NAP	7 846 [] NA [] NAP	520 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	5 827 [] NA [] NAP	72 562 [] NA [] NAP	73 128 [] NA [] NAP	5 261 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	170 [] NA [] NAP	2 142 [] NA [] NAP	2 161 [] NA [] NAP	151 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. For this cycle, data for last instance courts are available. Line 1 includes cases in the cassation instance, which were in the proceedings of regional and equal courts, the Supreme Court of the Russian Federation on the review of judicial acts and other court decisions, as well as on court decisions made at the stage of judicial proceedings in these cases.

Line 2 includes data on the review of the entered into force decisions on administrative offenses by courts of general jurisdiction issued by justice of peace and district courts.

Data on the review of decisions of other state bodies that entered into force are included in the section on non-criminal cases, in the line administrative cases.

Line 3 includes cases in the cassation instance that were in the proceedings of regional and equal courts, the Supreme Court of the Russian Federation on the review of proceedings based on criminal proceedings (according to court decisions in judicial control related to the execution of the sentence).

The indicators of the cassation (third) instance did not include indicators of review by the Supreme Court of the Russian Federation in a supervisory order.

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques**101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.**

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	45 328 [] NA [] NAP	495 867 [] NA [] NAP	495 849 [] NA [] NAP	45 346 [] NA [] NAP

Licenciement	1 922 [] NA [] NAP	12 545 [] NA [] NAP	12 620 [] NA [] NAP	1 847 [] NA [] NAP
Faillite	83 787 [] NA [] NAP	78 899 [] NA [] NAP	59 524 [] NA [] NAP	103 052 [] NA [] NAP
Vol avec violence	5 266 [] NA [] NAP	35 929 [] NA [] NAP	36 283 [] NA [] NAP	4 912 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	2 260 [] NA [] NAP	8 661 [] NA [] NAP	8 855 [] NA [] NAP	2 065 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	15 [] NA [] NAP	793 [] NA [] NAP	653 [] NA [] NAP	155 [] NA [] NAP

Commentaires Line 2 includes cases of reinstatement at work, as well as state (municipal) service in connection with dismissal by the initiative of the employer, in circumstances beyond the control of the parties, as a result of violation of the established rules for concluding an employment contract, other disputes in cases of reinstatement of work state (municipal) service.

It is not possible to separate out the statistical indicators for cases of termination of an employment contract at the initiative of an employer working in the private sector.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. According to the Constitution of the Russian Federation foreign nationals and stateless persons shall enjoy in the Russian Federation the rights and bear the obligations of citizens of the Russian Federation, except for cases envisaged by the federal law or the international agreement of the Russian Federation.

Decisions and actions (inaction) of federal executive bodies, executive authorities of the constituent entities of the Russian Federation, local governments and officials related to the implementation of the Federal Law "On refugees" may be appealed to a higher authority on subordination or to a court.

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	17 [] NA [] NAP	50 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Divorce contentieux	1 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	50 [] NA [] NAP	53 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	54 [] NA [] NAP	632 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	32 [] NA [] NAP	49 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	64 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. In a divorce case when there is a lack of consent of one of the spouses for dissolution of marriage the court may take measures for reconciliation of the spouses and put the proceedings on hold for a period of up to 3 month for reconciliation of the spouses.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. When calculating the percentage of decisions to be appealed the total number of appealed decisions on the merit under appeal/the number resolved cases (for the 1st instance)*100.
The calculation of the average length of proceedings has been carried out using the method proposed in "Joint Project of the European Union and the Council of Europe "Introduction of Appeal Proceedings in the Russian Federation judicial system".

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge

faire appel

superviser la procédure d'exécution

classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires According to Article 37 of the Criminal Procedure Code the prosecutor shall be seen as an official person, authorized within the scope of competence established by the present Code, to conduct on behalf of the state the criminal prosecution in the course of the criminal court proceedings, as well as to exert supervision over the procedural activity of the bodies of inquiry and of the bodies for the preliminary investigation. In the course of the pre-trial procedure on the criminal case, the prosecutor shall be obliged: to verify the fulfillment of the demands of the federal law during the acceptance, the registration and the resolution of the communications on crimes;

to institute a criminal case and, in accordance with the procedure established by the present Code, to entrust its investigation to the inquirer, the investigator or to a lower placed prosecutor, or to take it over for conducting its own judicial proceedings;

to take part in conducting a preliminary investigation and, where necessary, to give orders in writing on the direction of an investigation, on committing investigative and other procedural actions or personally commit individual investigative and other procedural actions;

to give consent to the inquirer or to the investigator for the institution of a criminal case;

to give consent to the inquirer or to the investigator for their addressing the court with a petition for the selection, the cancellation or the modification of the measure of restriction, or for the performance of any other procedural action, admissible on the ground of the court decision;

to satisfy the objections filed against the lower placed prosecutor, investigator or inquirer, just the same as their self-rejections;

to discharge the inquirer and the investigator from further conducting of the investigation, if they have violated the demands of the present Code while conducting the preliminary investigation;

to withdraw any criminal case from the body of inquiry and to hand over a criminal case from one investigator of a prosecutor's office to another one, with an obligatory indication of the grounds for such handing over;

to pass over a criminal case from one body of preliminary investigation to another, to withdraw any criminal case from the body of preliminary investigation and to hand it over to an investigator of a prosecutor's office with an obligatory indication of the grounds for such handing over;

to cancel the illegal or the ungrounded resolutions of the lower placed prosecutor, investigator or inquirer in accordance with the procedure, established by the present Code;

to entrust to the body of inquiry the conducting of investigative actions and to issue to it directions for carrying out the operational-search measures;

to extend the time term fixed for a preliminary investigation;

to approve the decision of the inquirer and of the investigator on the termination of the proceedings on a criminal case;

to approve the conclusion of guilt or the bill of indictment and to direct the criminal case to the court; to return a criminal case to the inquirer and to the investigator with his directions for conducting an additional investigation;

to suspend or to terminate the proceedings on a criminal case.

Written directions of the prosecutor to the body of inquiry, to the inquirer and to the investigator, given in the order established by the present Code, shall be obligatory. Filing an appeal against the received directions with the higher placed prosecutor shall not suspend their execution.

In the course of the court proceedings on a criminal case, the prosecutor shall support the public prosecution, ensuring its legality and substantiation and in cases when the preliminary investigation has been completed in the form of an enquiry the prosecutor shall be entitled to instruct the enquirer or investigator who has performed the enquiry in this criminal case to act for prosecution in the name of the state in the courtroom. According to Article 246 of Criminal Procedure Code the participation of the public prosecutor in the judicial proceedings shall be obligatory. Participation of the public prosecutor shall be obligatory in the judicial proceedings on criminal cases of the public and of the private-public prosecution. On criminal cases of the private prosecution the charge in the judicial proceedings shall be supported by the victim. The public prosecutor shall submit the proof and take part in their study, express his own opinion on the merits of the charge and on the other questions, arising in the course of the judicial proceedings, and submit proposals to the court concerning the application of the criminal law and the administration of a punishment to the defendant. If in the course of the judicial proceedings the public prosecutor arrives at the conclusion that the submitted proof does not confirm the charge brought against the defendant, he shall renounce the charge and explain to the court the motives of the renouncement.

The public prosecutor may also modify the charge towards its mitigation before the court departs to the retiring room for passing the sentence.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- affaire civiles
- affaires administratives
- affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires penales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	835 001 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pendant la procédure judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

- Oui
- Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : The Supreme Court of the Russian Federation, the Prosecutor's General Office of the Russian Federation, Judicial Department of the Russian Federation

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1.Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires A candidate for the position of a judge may be a person who has higher legal education. The selection of candidates for the position of a judge is carried out on a competitive basis. They also pass the qualification exam.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Examination board for the qualification examination for the position of judge administers a qualification exam.

The Council of Federation of the Federal Assembly of the Russian Federation appoints the President of the Constitutional Court of the Russian Federation, the President of the Supreme Court of the Russian Federation and their deputies, judges of the Constitutional Court of the Russian Federation, judges of the Supreme Court of the Russian Federation.

The President of the Russian Federation nominates the President of the Constitutional Court of the Russian Federation, the President of the Supreme Court of the Russian Federation and their deputies, judges of the Constitutional Court of the Russian Federation, judges of the Supreme Court of the Russian Federation to the Council of Federation of the Federal Assembly of the Russian Federation, appoints federal judges of the Russian Federation.

Qualification board of judges verifies candidates documents and data, recommends candidates for a post, informs about the opening of a vacancy.

The President of the Supreme Court of the Russian Federation nominates his deputies, judges of the Supreme Court, federal commercial courts, federal courts of general jurisdiction to the President of the Russian Federation.

Legislative bodies of constituent entities of the Russian Federation appoint magistrates.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen): According to Article 5 of the Law of the Russian Federation "On the Status of Judges in the Russian Federation", the procedure for appointing a judge to a higher position or to a higher court is carried out on a competitive basis.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

statutairement indépendant

sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale

autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Article 42 of the Federal Law "On the Office of the Prosecutor" determines that the verification of a report of an offense committed by the prosecutor is the exclusive competence of the prosecution authorities. The verification of a report of a crime committed by a prosecutor, the initiation of a criminal case against a prosecutor (unless the prosecutor is caught committing a crime) and his preliminary investigation are carried out by the Investigative Committee of the Russian Federation in accordance with the procedure established by the criminal procedure legislation of the Russian Federation.

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de procureurs

une instance composée seulement de non procureurs

une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The initial selection is carried out by the personnel departments of the prosecutor's offices of the constituent entities of the Russian Federation and equivalent specialized prosecutor's offices.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires The main criterion for the employee's readiness for promotion is the result of his certification for compliance with the position.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The promotion of the prosecutor in the service depends on the results of the received additional professional education. According to the order of the Prosecutor General of the Russian Federation, when considering the promotion of prosecutors, it is

important to take into account the effectiveness of their training in continuing education and professional retraining programs, as well as the ability to put the acquired knowledge and skills into practice.

The procedure for promoting prosecutors is based on a thorough study of the personal and business qualities of a candidate for a senior position.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Les résultats d'évaluations
- Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): Compliance with the provisions of the Code of Ethics for the Prosecutor's Office of the Russian Federation by prosecutors in official and extra-judicial activities

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles
- Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :
- Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

- Oui, durée de la période probatoire (en années) :
- Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Persons shall be employed in the prosecution service on the conditions laid down in a contract of employment which may be concluded for an indefinite period or for a period of not more than five years. Persons entering employment in the prosecution bodies for the first time, except for graduates of higher professional and secondary professional education establishments, may be required to undergo a probation period of up to six months in order to determine whether they are suitable for the position in question. The age limit for serving prosecutors appointed by the President of the Russian Federation or at his recommendation is 70 years.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :0,5

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[5]

[] NA

[] NAP

Commentaires Persons shall be employed in the prosecution service on the conditions laid down in a contract of employment which may be concluded for an indefinite period or for a period of not more than five years.

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The Prosecutor General's Office of the Russian Federation, the Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges :

5.2.2. Formation des procureurs



129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Une institution commune pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires The Russian University of Justice, the Prosecutor's General Office Academy

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	1 728 732 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Une institution pour les procureurs	16 230 769 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. NAP

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Seulement pour les juges	644 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Seulement pour les procureurs	72 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autres formations communes	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires :

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : The Prosecutor General's Office of the Russian Federation

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	15 589 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 804 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 239 347 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 176 945 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Procureur au début de sa carrière	14 953 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 637 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 188 744 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 004 652 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	27 877 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 253 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 216 184 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 928 080 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Average EUR/RUB exchange rate - 79,5 (31 December of the reference year)

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Instead of pensions judges can receive special monthly payments that are exempted from taxes.

Judges and prosecutors residing in substandard living conditions are entitled to better housing at the expense of the State.

Judges and prosecutors and members of their families also benefit from medical treatment (including treatment at health resorts) at the expense of the State.

Prosecutors benefit from increased pensions. Judges and prosecutors also enjoy some other benefits like compulsory insurance of life and health, compensation of transportation expenses, lump-sum payments in certain situations.

NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants: The procedure for the payment of bonuses and the provision of material assistance to judges is determined by acts of the Judicial Department under the Supreme Court of the Russian Federation in consultation with the Council of Judges of the Russian Federation for judges of courts of general jurisdiction and arbitration courts.

When awarding judges according to the results of work for a certain period, the following are taken into account: the intensity and high

results of work, the time limits for considering cases; performance of especially important and difficult tasks; quality of work performed; introduction of progressive forms of judicial activity; active participation in the work of the judicial community.

5.3.2 Institution/organe d'éthique



138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The activities of these bodies of the judicial community are carried out in accordance with the Federal law.

[] NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires The monitoring of the implementation of the Code of Ethics of the prosecutor's office and the Concept of educational work in the system of the prosecutor's office is entrusted to the first deputy and deputies of the Prosecutor General of the Russian Federation.

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4. Procédures disciplinaires

5.4.1. Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) : in comments
- Ceci n'est pas possible

Commentaires The submission of the chairman of the relevant or higher court or the appeal of the body of the judicial community on the early termination of the powers of the judge (on bringing the judge to disciplinary responsibility) in connection with his disciplinary offense is considered by the qualification board of judges.

Complaints and reports containing information about the disciplinary offense committed by a judge, delivered to the qualifications board of judges by other bodies and officials, as well as citizens, are checked by the qualification board of judges discretionary or sent for verification to the chairman of the relevant court.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires For failure to perform or improper performance of their duties and misconduct discrediting the honor of the prosecutor, the heads of the prosecution offices have the right to apply the following disciplinary sanctions: remark; rebuke; severe reprimand; demotion in class rank; deprivation of awards; warning of incomplete official compliance; dismissal.

The reasons for conducting official inspections are: the information from citizens, state authorities and local authorities, law enforcement

agencies, the media, public organizations or information from other sources; report of the head of the prosecutor's office (deputy head) or the head of a unit of the prosecutor's office; report of the prosecutor.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :in comments

Commentaires Decision to impose disciplinary sanctions on judges are taken by a relevant qualification panel of judges. Checking of information about an alleged disciplinary offence can be performed by the qualification panel of judges or a president of the relevant court.

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 206 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 198 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	34 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées

et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Prosecutor General's Office of the Russian Federation, the Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	80 778 [] NA	47 043 [] NA	33 735 [] NA

Commentaires According to the Russian Federal Bar Association

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	[]	[]	[]
Affaires de licenciement	[]	[]	[]
Affaires pénales - Défendeur	[X]	[X]	[X]

Affaires pénales - Victime	[]	[]	[]
Affaires administratives	[]	[]	[]

[] NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : According to the Criminal Procedure Code admitted to coming out as counsels for the defence shall be lawyers. Under the ruling or decision of the court, admitted in the capacity of the counsel for the defence may also be, alongside the lawyer, one of the close relatives of the accused, or another person for whose admittance the accused has applied. If the proceedings are carried out by a justice of the peace, the said person may also be admitted instead of the lawyer. As far as civil proceedings are concerned citizens have the right to prosecute their cases in court in person or through their representatives. The personal participation in the case of a citizen shall not deprive him of the right to have a representative on this case. Judges, investigators and public prosecutors cannot be representatives in court, with the exception of the instances of their participation in the proceedings as representatives of the corresponding bodies, or as legal representatives. According to the Code of Administrative Offences a defense counsel may participate in proceedings in a case concerning an administrative offence in order to render legal assistance to the person who is on trial in connection with the case on the administrative offence, and a representative may participate therein for the purpose of rendering legal assistance to the aggrieved party.

A lawyer or some other person shall be allowed to participate in proceedings in a case concerning an administrative offence as a defense counsel or a representative.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

[] Activité notariale

[X] Arbitrage/médiation

[X] Mandataire

[X] Syndic de copropriété

[] Agent immobilier

[X] Autres (veuillez préciser) :comments

Commentaires The federal law "On advocacy and advocacy in the Russian Federation" establishes that an attorney may also engage in

scientific, teaching and other creative activities.

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui
- Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : The Department of Legal Aid and Cooperation with the Judiciary of the Ministry of Justice of the Russian Federation, The Russian Federal Bar Association

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? 1. Standard for the defense attorney in criminal proceedings (approved by the All-Russian congress of attorneys), which contains the minimum requirements for the activities of a lawyer in criminal proceedings.

2. The standard of professional training and professional development of attorneys and attorneys' interns (approved by the All-Russian congress of attorneys), which establishes a uniform procedure and methodology for training and advanced training. However, this standard does not establish quality criteria.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : The procedure for bringing an attorney to disciplinary liability is established by the Code of Professional Ethics of an attorney.

A client dissatisfied with the quality of the legal assistance provided to him can file a complaint against the attorney in the bar association of a subject of the Russian Federation.

Civil disputes about the amount and procedure of paying for the attorney's services (legal assistance) are heard in courts.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

- Le juge
- Le ministère de la Justice
- Une instance professionnelle
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	10 374 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	87 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	6 221 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Autre	6 221 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : When it comes to lawyers there are the following disciplinary measures: a reprimand, a caution, a disbarment.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : The Federal Law "On an Alternative Dispute Resolution Procedure with the Participation of a Mediator (mediation procedure)" establishes that the application of the mediation procedure is carried out on the basis of an agreement of the parties, including on the basis of an agreement on the application of the mediation procedure.

In 2019 the amendments to the procedural legislation came into force and established that the mediation procedure is voluntary. For example, the Civil Procedure Code states that the reconciliation of the parties shall be based on the principles of voluntariness, cooperation, equality and confidentiality.

Therefore, both parties must agree to mediation.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	342 [] NA [] NAP	111 [] NA [] NAP	231 [] NA [] NAP

Commentaires In the Russian Federation there is no mandatory registration or accreditation of mediators.

However, in the procedural legislation there is a judicial reconciliation procedure (not mediation). Judicial mediators in such cases are retired judges. The list of judicial mediators is approved by the Plenum of the Supreme Court. The first list was approved on January 28, 2020.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	1 277 [] NA [] NAP	1 212 [] NA [] NAP	1 118 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	752 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2. Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	414 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source :

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : The Department of Legal Aid and Cooperation with the Judiciary of the Ministry of Justice of the Russian Federation, the Judicial Department at the Supreme Court of the Russian Federation

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1. Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'agents d'exécution	[X] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

- des juges
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques
- des huissiers de justice attachés à une institution publique
- autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : The status and the powers of bailiffs are defined in the Federal Law "On Bailiffs" according to which bailiffs shall ensure order in courts, enforce judicial acts and acts of other public bodies, execute the legislation on criminal proceedings.

Depending on the duties they perform, the bailiffs are divided into bailiffs to ensure order in courts and marshals.

The bailiff is a public civil servant.

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

- Oui
- Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: According to the Federal Law "On Bailiffs" The Federal bailiffs' service carries out functions for the enforcement of judicial acts, acts of other bodies and officials.

Such a monopoly has not been established only for the confiscation of property turned into federal property based on the results of customs control.

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input type="checkbox"/> Oui avec monopole <input checked="" type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui avec monopole <input type="checkbox"/> Oui sans monopole <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

une instance nationale

une instance régionale

une instance locale

NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : The Federal bailiffs' service

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires According to the Federal Law "On Enforcement Proceedings" bailiff's decisions may be appealed to the Federal Bailiff Service and a court.

The Prosecutor General's Office is a supervisor for law enforcement. The Federal Bailiff Service of the Russian Federation is subordinate to the Ministry of Justice of the Russian Federation.

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ? The criterion of legality of the actions of bailiffs to take measures aimed at the timely and correct execution of judicial acts, acts of other bodies and officials.

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

un organisme professionnel

le juge

le ministère de la Justice

autre (veuillez préciser) :The Federal Bailiff Service

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : According to the Budget Code, the execution of a court decision on the recovery of budget funds of the Russian Federation is carried out by presenting an executive document to the special bodies: the Ministry of Finance, the financial authority of the constituent entity of the Russian Federation, the financial authority of the municipality and to the Federal treasury.

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The heads of departments of judicial bailiffs monitor the measures taken to implement judicial and other acts. Departmental control is carried out by the The Federal Bailiff Service through checks of verification of law.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The Federal Law 'On the compensation for the violation of the right to trial within reasonable time and the right to execution of judicial acts within reasonable time'

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

Nombre de procédures disciplinaires initiées
--

Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Ministry of Justice, Federal Bailiff Service

8.2. Exécution des décisions pénales

8.2.1. Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales



189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). The Federal Bailiff Service compulsorily executes demands for executive documents to recover fines imposed as a punishment for a crime, as well as for confiscation of property.

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires

192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	7 942 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 320 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 622 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	7 942 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 320 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 622 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Fonctionnaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

4. Autre	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires : The difference of replies with previous cycles is due to different interpretation of the question, while the situation did not change through the years. The information about the notary who has passed the qualification exam is entered into the register maintained by the Ministry of Justice. However, nowadays these are notaries engaged in private practice.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):Comments

Commentaires A notary in the Russian Federation may be a citizen of the Russian Federation:

- 1) received a higher legal education in a state-accredited educational organization of higher education;
- 2) having worked for a legal profession for at least five years;
- 3) who has reached the age of twenty-five years, but not older than seventy-five years;
- 4) who passed the qualification exam.

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :75 years
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires Notaries also perform the following notarial actions: transfer applications and (or) other documents of individuals and legal entities to other individuals and legal entities;
 accept cash and securities in the deposit;
 make executive inscriptions;
 make protests of bills of exchange;
 present checks for payment and certify non-payment of checks;
 accept documents for safekeeping;
 make sea protests; issue extracts from the register of lists of participants of limited liability companies of the Unified Notariat Information System.

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

- dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)
- authentification
- certification des signatures
- contrôle de légalité des documents soumis par les parties
- médiation
- prestation de serments
- autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: Conducting inheritance affairs and issuing certificates of inheritance; issuance of a certificate of ownership of a share in the common property of the spouses; execution of executive inscriptions

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

- Dans l'élaboration d'instruments authentiques
- Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)
- Pour d'autres activités (veuillez préciser) : comments

Commentaires The unified notary information system is designed to collect and process information about notarial activities. Notaries enter information on all notarial acts committed and upload some documents there.

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires The register of public notarys' offices and offices of notaries pursuing private practice shall be maintained by the Ministry of Justice of the Russian Federation.

Refusal to perform notarial action or inadequate performance of notarial action shall be appealed against judicially.

The control over the discharge of professional duties by notaries working at public notary's offices shall be exercised by the Ministry of justice of the Russian Federation and its regional offices, and by notaries engaged in private practice - by notarial chambers.

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires A notary must at least once every 4 years upgrade his/her qualifications in an educational organization (including online courses) which is accredited by the Federal Notary Chamber (amendment to the law of July 2016).

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : The Ministry of Justice of the Russian Federation

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires There is no special position of court interpreter in the Russian Federation.

According to Article 9 of the Civil Procedure Code to the persons taking part in the case while not knowing the language in which the civil court proceedings are conducted shall be explained and ensured their right to give explanations and conclusions, to address the court, to file petitions and place complaints in their native tongue any other freely chosen language of communication, and also to make use of the services of an interpreter. The same rights are enjoyed by participants in a criminal case.

According to Article 59 of the Criminal Procedure Code seen as the interpreter shall be a person invited to take part in the criminal court proceedings who has a perfect command of the language, the knowledge of which is indispensable for making the translation.

On the appointment of a person as an interpreter, the inquirer, the investigator, the prosecutor or the judge shall pass a resolution, and the court - a ruling. According to Article 97 of the Civil Procedure Code the payment for the services of interpreters and the reimbursement of the expenses incurred by them in connection with the appearance in court, shall be made upon the performance by them of their duties from

the means of the respective budget. According to Article 131 of the Criminal Procedure Code the sums paid out to the interpreter shall be referred to the procedural outlays and recompensed from the funds of the federal budget.

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[]

[] NA

[X] NAP

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[X] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : The Supreme Court of the Russian Federation

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

[X] experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

[X] experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

[X] «Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

[] Autre (veuillez préciser) :

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

() Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) : The legislation does not provide the registration of judicial experts. But there are several registries of non-state experts and expert organizations that have passed voluntary certification.

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

- Le Ministère de la Justice
 Les tribunaux
 Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
 Autre

Commentaires NAP

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires NAP

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
 Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
 le métier de l'expert
 autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
 Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- Experts receive remuneration for the work by the court decision, if this work is not their responsibility as employees of the organisation. The amount of experts' remuneration is calculated by the court in agreement with the parties of the dispute. Experts working under a contract of employment in a public institution receive a salary that is set by the employer.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : Requirements are established by procedural law and the Criminal Code.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Autre affaires

NA

NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : The Department of Legal Aid and Cooperation with the Judiciary of the Ministry of Justice of the Russian Federation.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux NA

2. Budget NA

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du

nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) The Federal Constitutional Law "On Amendments to the Federal Constitutional Law" On the Judicial System of the Russian Federation "and certain federal constitutional laws in connection with the creation of cassation courts of general jurisdiction and courts of appeal of general jurisdiction" introduced 5 appeal courts and 9 cassation courts of general jurisdictions. This is a new link in the judicial system.

Structural allocation of independent cassation and appeal courts in the subsystem of courts of general jurisdiction will improve the structure of courts of general jurisdiction and optimize the judicial burden.

Another significant step aimed at improving the judicial system and ensuring access of citizens and organizations to justice, its maximum openness and transparency, implementation of the principle of independence and objectivity in making judicial decisions was the adoption of the Federal Laws "On Amendments to the Code of Criminal Procedure of the Russian Federation" and "On Amending Certain Legislative Acts of the Russian Federation", which entered into force on September 1, 2019.

The laws provide for the introduction of mandatory audio recordings of court hearings in civil and criminal cases in the courts of first instance and appeal, the possibility of submitting comments on the inaccuracy and incompleteness of the audio recording, as well as the possibility of moving from a preliminary court session to the main court session in the absence of circumstances that prevent this. In addition, according to these federal laws, the main way to form the composition of the court, taking into account the workload and specialization of judges, is to use an automated information system. This method will exclude the influence of persons interested in the outcome of the trial on the trial and will strengthen the independence and independence of judges.

At the stage of preparing the above amendments to the procedural legislation, the recommendation of the Committee of Ministers of the Council of Europe of October 13, 1994 No. R (94) 12 "On the Independence, Efficiency and Role of Judges" was taken into account, according to which the order of distribution of court cases should not affect the desires of any of the parties to the case or any persons interested in the outcome of the case.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire NA

4. Conseil supérieur de la magistrature NA

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. The Ministry of Justice is developing a Concept for regulating the market of professional legal assistance. Its main tasks are to unite the legal services market on the basis of advocacy, establish uniform standards for the quality of assistance provided and restriction of access to the provision of legal services to unscrupulous consultants.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération NA

7. Exécution des décisions de justice NA

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges On September 1, 2016, the Federal Law “On Arbitration in the Russian Federation” came into force, aimed at developing and improving legal regulation in this area. This law is designed to solve the serious problems that arbitration has faced in the past two decades: the arbitrators' dependence on the founders of the arbitration courts and the parties to the arbitration, the development of “pocket” arbitration courts and, as a result, the growing distrust of the arbitration form of protecting business representatives, practicing lawyers , state courts that enforce arbitral awards. Currently, the right to exercise such functions is granted to non-profit organizations and foreign arbitration institutions by the Council for the improvement of arbitration proceedings under the Ministry of Justice of the Russian Federation.

9. Lutte contre la criminalité NA

9.1 Système pénitentiaire NA

9.2 La justice adaptée aux enfants NA

9.3 La violence entre partenaires NA

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication On January 1, 2017, the transition to electronic document management began, the procedure for online translation of the open trial of the case and the placement of the texts of judicial acts on the official websites of the courts on the Internet was improved. At present, an experiment is being conducted on the operation of a state automated system of legal statistics, developed by order of the Prosecutor General's Office, in which information is collected on reports of crimes and the results of their consideration, information on the state of crime, crime detection, state and results of investigative work. This system will allow participants in criminal proceedings to obtain the necessary information from the moment a crime report is registered to the time of a criminal case in court at all levels from the district level to central departments, to compile statistical reporting on crime, the results of investigative work and prosecutorial supervision in a fully automated way. The exchange of information on criminal cases sent at the end of the preliminary investigation to the court and on court decisions on

them is ensured through the integration of the state automated system of legal statistics and the State automated system of the Russian Federation “Justice”.

11. Autres NA